



Perspectives chinoises

2018-3 | 2018

Vingt ans après : transformations et défis de Hong Kong sous le régime chinois

Boom immobilier et essor du localisme à Hong Kong

Témoignage de l'élection du Conseil législatif en 2016

The Housing Boom and the Rise of Localism in Hong Kong: Evidence from the Legislative Council Election in 2016

Stan Hok-Wui Wong et Kin Man Wan

Traducteur : Gabriel Benet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/8490>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2018

Pagination : 33-43

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Stan Hok-Wui Wong et Kin Man Wan, « Boom immobilier et essor du localisme à Hong Kong », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2018-3 | 2018, mis en ligne le 01 août 2019, consulté le 06 septembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/8490>

Boom immobilier et essor du localisme à Hong Kong

Témoignage de l'élection du Conseil législatif en 2016

STAN HOK-WUI WONG ET KIN MAN WAN

RÉSUMÉ : Les partis localistes deviennent une force émergente dans le paysage politique hongkongais. Quelles sont les causes de l'essor du localisme au sein du territoire ? Les études existantes s'attachent à en analyser les facteurs culturels et sociaux. Dans cet article, nous proposons une explication politico-économique : des facteurs économiques régionaux et internationaux sont responsables du boom immobilier à Hong Kong depuis le milieu des années 2000 avec d'importantes conséquences sur le plan de la redistribution des richesses. Alors que les propriétaires de logement bénéficient largement de l'envolée des prix de l'immobilier, les non-propriétaires ont eux beaucoup perdu. Leurs intérêts économiques divergents se traduisent alors en orientations politiques distinctes ; les propriétaires soutiennent les partis qui défendent le statu quo, tandis que les non-propriétaires s'orientent vers ceux qui le remettent en question. Grâce aux données récemment disponibles d'un sondage d'opinion, nous apportons les premiers résultats pour soutenir notre thèse. Plus précisément, les propriétaires de logement sont moins susceptibles de s'identifier aux partis localistes et tendent à voter pour les partis pro-gouvernement. Cependant, les personnes à haut revenu tendent plutôt à voter pour les partis localistes.

MOTS-CLÉS : localisme, inégalités de richesse, propriété immobilière, élections à Hong Kong, identification politique, orientation du vote.

Introduction

Le localisme est en progression à Hong Kong, comment en attestent la prolifération des partis auto-proclamés localistes et l'augmentation de leur électorat lors des récentes élections. Quelles en sont les causes ? Les études se concentrent principalement sur des explications culturelles, telles que la politique générationnelle (Wong, Zheng et Wan 2017), l'identité hongkongaise et le sentiment anti-chinois (Ma 2011, 2017 ; Veg 2017 ; Kae-ding 2017), ou sur des approches sociétales (So 2017).

Dans cet article, nous soutenons l'idée qu'en sus des facteurs culturels et sociaux, il existe une origine économique qui contribue à l'ascension politique des partis localistes : la propriété immobilière. L'inexorable augmentation des prix de l'immobilier à Hong Kong, qui est due à des facteurs à la fois régionaux et internationaux, s'accompagne de lourdes conséquences quant à la redistribution des richesses : les détenteurs d'actifs voient leurs profits se maintenir, alors que les individus non-propriétaires sont relégués de plus en plus loin. Ces inégalités de richesse se traduisent par la suite en opinions divergentes sur la question du statu quo socio-économique : les propriétaires de biens sont anxieux de le maintenir, les non-propriétaires espèrent le remettre en cause. Notre raisonnement retient différentes hypothèses vérifiables sur le comportement électoral. En exploitant les données d'une nouvelle étude sur les élections, nous étayons significativement notre argumentation. Nous montrons tout particulièrement que la propriété immobilière est un facteur important pour la prédiction de l'identification politique et du vote lors de l'élection du Conseil législatif en 2016. Les propriétaires sont moins enclins à s'identifier aux partis localistes et préfèrent voter pour les partis pro-gouvernement.

Le reste de l'article est constitué des parties suivantes. Tout d'abord, nous reviendrons sur l'essor du localisme à Hong Kong au cours des dernières années et présentons les explications dominantes à ce phénomène. Nous exposerons ensuite notre analyse. Dans la partie suivante, nous avancerons nos hypothèses, suivies d'une quatrième partie dans laquelle nous discuterons les données et l'opérationnalisation des concepts. Enfin, nous décrivons les résultats de l'analyse empirique avant de livrer nos remarques finales.

L'essor du localisme à Hong Kong

Le sens donné au terme localisme ou au camp localiste à Hong Kong a évolué au fil du temps depuis le transfert de souveraineté en 1997. De manière générale, il peut être divisé en deux sous-catégories, le localisme de gauche et le localisme de droite.

Le visage changeant du localisme à Hong Kong

Pendant la première décennie suivant le transfert de souveraineté, le terme de localisme a souvent été associé à la construction d'une identité culturelle locale. Hong Kong a connu plusieurs mouvements sociaux de grande ampleur en faveur de la conservation de son héritage, comme le mouvement pour la préservation de Lee Tung Street en 2004 ou celui pour la préservation du Star Ferry et du Queen's Pier en 2006. Les activistes impliqués dans ces

Les données utilisées dans cet article proviennent du projet *Hong Kong Election Study* (HKES), un projet de recherche généreusement financé par le Research Grants Council de Hong Kong (GRF Ref. No.: 14615915).

mouvements ont généralement été identifiés comme « localistes de gauche » (Veg 2017 ; Kaeding 2017), car, à la différence des activistes sociaux des générations précédentes qui s'intéressaient particulièrement au développement social et politique de la Chine continentale, ils se sont concentrés quasi exclusivement sur les problèmes économiques locaux, tels que les inégalités de revenu et « l'hégémonie de l'immobilier » (Wong 2015a)⁽¹⁾. Ku (2012) souligne que les militants locaux ont réorienté leur action, passant d'un cadre centré sur les intérêts internationaux à un cadre restreint à la vie quotidienne et repensant l'équilibre entre espace de vie et développementalisme. Ces mouvements ont, sans aucun doute, inspiré une nouvelle vague d'activisme social parmi les jeunes générations de Hongkongais (Ku 2012).

Le localisme de gauche a progressivement été éclipsé par le localisme de droite lors de la deuxième décennie suivant le transfert de souveraineté. De nombreux groupes militants peuvent être rassemblés sous le terme générique de localisme de droite, ce même si leurs idées essentielles ne sont pas nécessairement compatibles ou cohérentes. À ces groupes est cependant associée la connotation d'une attitude de repli exacerbée en comparaison des localistes de gauche. Ils en appellent parfois même aux sentiments anti-immigration et anti-chinois de la population. Les localistes de droite défendent notamment régulièrement l'idée que Hong Kong dispose de son propre système politique⁽²⁾, de sa propre culture et de ses propres institutions, éléments qui devraient selon eux être gardés intacts, à l'abri de l'influence néfaste des Chinois continentaux. Certains groupes promeuvent ouvertement un sentiment anti-Chine (Ma 2015, 2017), militent pour l'auto-détermination et l'indépendance (Lee 2017). Le localisme de droite coïncide avec une radicalisation politique qui se manifeste par l'émergence d'une violence politique (Yuen 2015 ; Lee 2017)⁽³⁾. Les émeutes de Mongkok en 2016 en ont été un exemple marquant⁽⁴⁾.

Succès électoral

Quelle est la popularité du camp localiste ? Les élections constituent un indicateur utile bien qu'imparfait du soutien populaire au camp localiste. Lors des élections des conseils de districts en 2015, de nombreux candidats localistes ont fait leurs débuts électoraux. Certains sont parvenus à remporter des sièges. En 2016, pendant les élections partielles du Conseil législatif dans la circonscription géographique des Nouveaux Territoires Est qui se sont tenues un mois après les émeutes de Mongkok, Edward Tin-kei Leung, l'ancien porte-parole d'un parti localiste de droite, Hong Kong Indigenous, a obtenu un nombre considérable de votes (15,3 %), malgré la présence de candidats des deux principaux camps politiques (les camps pan-démocrate et pro-gouvernement).

Les localistes se sont alors révélés être une troisième force pour défier l'ordre politique en place au cours des élections du Conseil législatif de 2016 lors du mois de septembre suivant. Les localistes de droite Wai-ching Yau, Baggio Leung et Chung-tai Cheng ont réussi à obtenir 10,9 % des votes, leur donnant accès à trois sièges. Les localistes de gauche (également désignés comme localistes progressifs, Ma 2017) Eddie Hoi-dick Chu, Siu-lai Lau et Nathan Kwun-chung Law ont été élus, remportant 8 % des votes. Les candidats des deux ailes localistes ont ainsi obtenu 19 % du total des votes. Le succès sans précédent des localistes a été la preuve de la progression du soutien populaire à leur endroit. Une question importante est la suivante : « qui soutient les localistes, et qui s'oppose à eux ? »

État des lieux des explications sur l'essor du localisme

Dans les études menées sur l'ascension du localisme à Hong Kong, trois dimensions sont centrales : l'identité culturelle, la transition démocratique et l'intégration à la Chine continentale. En ce qui concerne les explications basées sur la question de l'identité culturelle, les études avancent que l'essor de l'identité hongkongaise conduit à un soutien populaire pour le localisme (Ip 2015 ; Veg 2017 ; Ma 2017 ; Kaeding 2017 ; Steinhardt, Li et Liang 2017) ou jette au moins les bases d'un changement discursif (Chan 2017). Cependant, s'identifier culturellement à Hong Kong n'équivaut pas à un soutien au localisme. L'identité culturelle est d'ailleurs un concept mouvant et contesté. Certains partis politiques, y compris dans le camp pro-gouvernement, s'affrontent pour incarner les « vrais locaux ». Il est également important de noter que l'essor du localisme est potentiellement un phénomène mondial (Levitsky et Ziblatt 2018).

La thèse de la transition démocratique se concentre sur la transition politique sinieuse et sans fin vécue par Hong Kong. Bien que le mouvement démocratique existe depuis des décennies, aucun progrès substantiel n'a été fait. De nombreux partisans pro-démocrates souffrent d'une « lassitude transitionnelle » (Ma 2011), qui se traduit en retour par une insatisfaction grandissante envers les partis d'opposition traditionnels, communément appelés pan-démocrates⁽⁵⁾. La transition, figée au point mort, pourrait également amenuiser la patience des membres de l'élite de l'opposition traditionnelle, plus enclins à accepter des compromis avec le gouvernement sur ses réformes politiques. Ainsi, le Parti démocratique a été attaqué de manière virulente par les groupes politiques radicaux après avoir apporté son soutien à une réforme mise en place par le gouvernement en 2010, cette approbation étant perçue comme une trahison de la démocratie. Cet incident a aggravé le conflit interne au sein de l'opposition. De nombreux partisans de l'opposition radicale y ont vu la manifestation d'un intérêt pour le statu quo de la part des pan-démocrates, si ce n'est celle d'une collaboration secrète avec le gouvernement (Wong 2015b). Dans le même temps, le soutien électoral aux localistes de droite a progressé de façon continue, aux dépens du camp de l'opposition traditionnelle.

1. Le terme d'« hégémonie de l'immobilier » est apparu aux alentours de 2010. Il est le reflet de l'opinion largement répandue selon laquelle le gouvernement serait sous le contrôle d'intérêts financiers, en particulier ceux du secteur immobilier.
2. Avant le transfert de souveraineté, Pékin a promis de gouverner Hong Kong d'après le principe « un pays, deux systèmes » qui permet à Hong Kong de conserver ses propres institutions politiques, son économie de marché et ses libertés publiques.
3. En comparaison des partis de bords extrêmes et des militants du localisme, les partis d'opposition traditionnels comme le Parti démocrate et le Parti civique sont davantage en faveur d'un changement pacifique et ordonné du système politique. L'approche modérée de la lutte pour la démocratie des pan-démocrates est souvent décrite comme inefficace et biaisée vers le statu quo.
4. Lau Stuart *et al.*, « Mongkok Riot : How Hong Kong's First Night in the Year of the Monkey Descended into Mayhem », *South China Morning Post*, 10 février 2016, <https://www.scmp.com/news/hong-kong/article/1911341/mong-kok-riot-how-hong-kongs-first-night-year-monkey-descended-mayhem> (consulté le 30 août 2018).
5. Depuis le transfert de souveraineté, l'opposition a utilisé à répétition le mot d'ordre de transition démocratique pour mobiliser l'opinion lors des manifestations de rue et dans les urnes. La transition démocratique n'étant toujours pas en vue, ce mot de ralliement a perdu de son aura auprès des citoyens, ce qui peut expliquer l'émergence de la « lassitude transitionnelle ». Un exemple significatif est le rassemblement du 1^{er} juillet, cortège annuel d'opposition au gouvernement. La participation a grandement diminué depuis le Mouvement des parapluies. HKUPOP, « 七一遊行點算計劃 » (*Qi yi youxing renshu diansuan jihua*, Projet de comptage de la participation au rassemblement du 1^{er} juillet), *HKU POP SITE*, 1^{er} juillet 2018, <https://www.hkupop.hku.hk/english/features/july1/index.html> (consulté le 25 août 2018).

La dissension des élites a continué de tourmenter le camp de l'opposition les années suivantes⁶. L'aile radicale a défendu une approche plus militante de la lutte pour la démocratie, tout en dénigrant l'attachement tenace de l'opposition traditionnelle à des stratégies pacifiques de promotion du dialogue stériles en matière de progrès. Lors du Mouvement des parapluies, la main lourde des autorités a divisé l'opposition encore davantage. Puisque le mouvement a échoué à obtenir la moindre concession de la part de Pékin, nombreux sont ceux qui ont alors pensé qu'il était impossible de mener à bien une transition démocratique tant que Hong Kong demeure rattachée à la Chine. Les concepts de séparatisme et d'auto-détermination ont émergé dans la société, et ont gagné du terrain parmi les sympathisants localistes de droite.

Une autre cause plausible pour expliquer la progression du sentiment anti-Chine a été la profonde intégration sociale de Hong Kong avec la Chine continentale depuis le transfert de souveraineté, particulièrement après 2003. Les Chinois continentaux peuvent candidater à l'émigration vers Hong Kong s'ils parviennent à obtenir un « permis aller-simple » de la part des autorités chinoises. Ce permis est soumis à un quota journalier de 150. Depuis 1997, environ un million de Chinois continentaux se sont installés à Hong Kong. Ils représentent aujourd'hui un septième de la population de la ville (Wong, Ma et Lam 2018). L'arrivée en masse de ces migrants a éveillé un malaise voire même une hostilité parmi les Hongkongais. Comme dans d'autres sociétés, il faut du temps pour que les immigrants s'intègrent à la communauté locale. Ce processus peut déclencher des conflits entre immigrants et locaux en raison de différences de valeurs et de normes. D'une part, les immigrants chinois à Hong Kong tendent à avoir des préférences politiques différentes de celles de la population locale ; ils sont plus susceptibles de s'identifier au camp pro-gouvernement (Wong, Ma et Lam 2016, 2018).

D'autre part, Hong Kong a également assisté à un afflux massif de touristes en provenance de Chine continentale. Grâce à la mise en place du Programme de visites individuelles (*Individual Visit Scheme*, IVS) en 2003 et du programme de visa annuel à entrées multiples en 2009, le nombre de touristes chinois est passé de 12 millions en 2004 à 45 millions (soit 77 % du nombre total de touristes) en 2015. Cet afflux a stimulé l'économie locale tout en alimentant une multitude de problèmes sociaux, tels que la congestion du trafic routier (So 2017), la croissance des activités de commerce parallèle, les pénuries de produits de consommation courante et le manque d'équipements publics comme les lits d'hôpitaux ou les salles d'accouchement (Tang et Yuen 2016 ; Conseil législatif 2012). Le ressentiment de l'opinion publique a pris de l'ampleur jusqu'à en arriver à une série de manifestations contre la Chine continentale comme à Sheung Shui contre le trafic transfrontalier (« *recovering Sheng Shui and against cross-border traders* »).

Toutes ces explications, même si elles saisissent un certain aspect de l'ascension du localisme à Hong Kong, ignorent presque totalement le facteur économique. Cette omission est injustifiée car l'économie ouverte plutôt modeste de Hong Kong pendant cette période a vécu de profonds changements. Dans la suite de cet article, nous discutons des effets redistributifs de ces changements et de leurs implications quant à la vie politique.

Notre thèse

Notre thèse centrale est que des facteurs économiques internationaux et régionaux participent à l'escalade des prix des actifs à Hong Kong, creusant considérablement les inégalités de richesse depuis le milieu des années

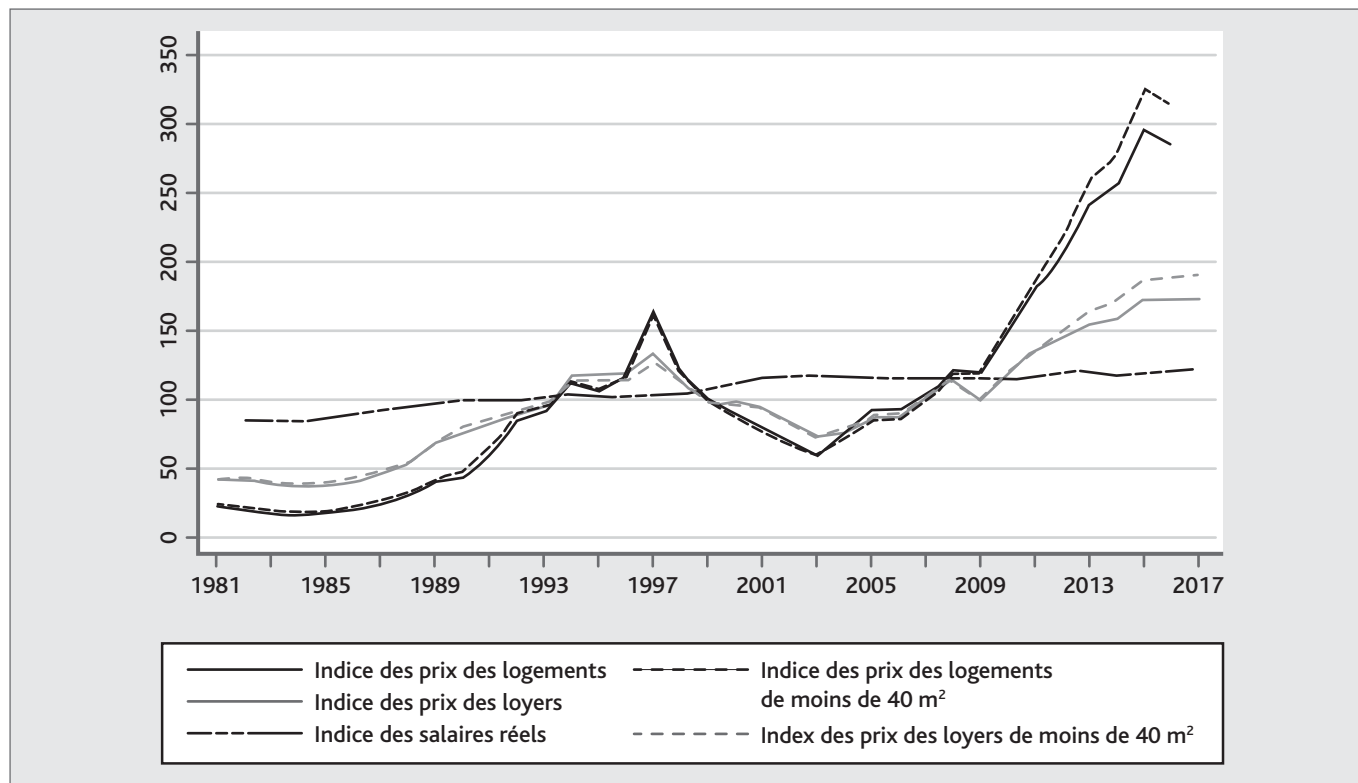
2000. Les « gagnants » d'un tel développement économique ne sont pas nécessairement les travailleurs hautement qualifiés, car il est probable que la situation ne soit pas favorable aux travailleurs hautement qualifiés dépourvus d'actifs si le retour sur le capital humain ne parvient pas à se mettre au niveau de l'augmentation des prix des actifs. Notre thèse retient un autre effet sur les positions politiques individuelles : les propriétaires d'actifs sont bien davantage satisfaits par le statu quo que les individus qui ne possèdent pas d'actifs. Leur différence de position se manifeste également dans leur comportement politique ; les individus dépourvus d'actifs sont plus enclins à soutenir des partis politiques qui remettent en cause le statu quo, alors que les propriétaires d'actifs tendent à soutenir des partis qui défendent l'ordre socio-économique en place.

La crise des subprimes qui a éclaté aux États-Unis à la fin des années 2000 et la grande récession qui s'est ensuivie ont provoqué des ravages dans l'ordre économique mondial et ont stimulé la recherche sur la relation entre propriété d'actifs et choix politiques. Des études montrent que les actifs, plus que les revenus, sont un prédicteur puissant de la préférence et de la participation politique d'un individu. Persson et Martinsson (2016) soutiennent que les actifs tels que la propriété immobilière doivent être analysés séparément de la classe sociale et du revenu, car la propriété d'actifs a un effet indépendant sur les intérêts économiques propres à un individu. Certains chercheurs font remarquer que les détenteurs d'actifs à haut risque comme les propriétaires de biens immobiliers tendent à être politiquement conservateurs et à s'opposer à la redistribution des ressources. D'autre part, de nombreuses études montrent que le revenu n'a que peu d'influence sur les choix politiques (Nadeau, Foucault et Lewis-Beck 2010, 2011 ; Lewis-Beck, Nadeau et Foucault 2013). Stubager, Lewis-Beck et Nadeau (2013) affirment que les détenteurs d'actifs ont tendance à soutenir les gouvernements et les politiciens qui peuvent protéger et accroître la valeur de leurs actifs. Page, Bartels et Seawright (2013) soutiennent que les citoyens fortunés se sentent davantage concernés par les taux d'imposition et de chômage que par les valeurs (traditionnelles, démocratiques et progressives). De surcroît, des études montrent que les propriétaires immobiliers participent activement à la vie politique et aux élections pour maintenir les actions gouvernementales qui sont bénéfiques au marché de l'immobilier (Holian 2011 ; Zavisca et Gerber 2016). Ansell (2014), Persson et Martinsson (2016) suggèrent en outre que plus grande est la valeur des actifs ou des biens immobiliers, plus marquées sont les réactions conservatrices.

Ces études montrent principalement que les propriétaires immobiliers désirent maintenir un environnement politique stable car ils ont tout intérêt à voir le statu quo perdurer (Verberg 2000 ; Conley et Gifford 2006 ; Doling et Ronald 2010). Lee et Yu (2012) avancent que les répercussions induites par la propriété immobilière sont fortes au sein de régimes autoritaires ou hybrides comme ceux de Singapour ou de Hong Kong. Leur observation est cohérente avec les récentes théories de la démocratisation qui associent transition démocratique et mobilité du capital (Acemoglu et Robinson 2005 ; Boix 2003) ; les détenteurs de capital comprenant des actifs immobiliers ont davantage tendance à soutenir l'autorité en place puisqu'ils ont des difficultés à transférer leurs actifs à l'étranger en anticipation de la vraisemblable augmentation des taux d'imposition après un processus de démocratisation.

6. Par exemple, les stratégies d'opposition et les positions politiques de Neo Democrats, un parti politique localiste issu du Parti démocratique, de Hong Kong Indigenous et de Youngspiration, sont largement différentes de celles défendues par les pan-démocrates.

Figure 1 – Évolution des prix de l'immobilier et des salaires réels à Hong Kong (1981-2017)



Sources : indice des prix des logements et indice des prix des loyers : 1999 = 100 ; indice des salaires réels : 1990 = 100. Département de l'évaluation foncière (2017).

L'inexorable hausse des prix des actifs à Hong Kong

Pendant la période d'après-guerre, le marché de l'immobilier à Hong Kong a connu plusieurs cycles d'emballement et d'effondrement. En premier lieu, Hong Kong a subi en 1997 une récession économique de grande ampleur suite à la crise financière asiatique. Cette crise a également fait éclater la bulle immobilière qui s'était développée les années précédentes. Au cours des années qui ont suivi, la demande de logement a continué à se contracter.

La figure 1 montre que l'indice des prix des logements a atteint un pic en 1997 à 163,1, avec un pic à 134,5 pour l'indice des prix des loyers. Ces deux indices, cependant, se sont effondrés de moitié à 61,6 et 73,6 entre 1997 et 2003, avant de retrouver une tendance à la hausse à long terme les années suivantes. Depuis 2009 en particulier, les prix de l'immobilier ont enregistré la plus forte et la plus longue période de croissance. En 2015, l'indice des prix des logements a atteint un sommet sans précédent à 296,8, soit deux fois plus que sa valeur de 1997. L'indice des prix des loyers a également culminé à 174,7, soit une augmentation de 30 % depuis 1997. Il est important de noter que la hausse est générale, quelle que soit la dimension des logements. En fait, depuis 2009, l'augmentation des prix des logements de petite taille a souvent surpassé celle des logements de plus grande taille ou luxueux. En conséquence, la propriété immobilière se retrouve, de plus en plus, hors de portée pour les citoyens ordinaires.

En revanche, la hausse des salaires réels a été beaucoup moins conséquente sur la même période. Comme le montre la figure 1, l'évolution de l'indice des salaires réels s'apparente presque à une ligne horizontale en comparaison de tous les autres indices associés à l'immobilier. La divergence entre l'augmentation des salaires et la croissance des prix des actifs confère au boom actuel de l'immobilier une place à part si l'on le compare au boom

observé en Chine continentale ou à ceux précédemment vécus à Hong Kong. Lors de la seconde moitié du siècle dernier, de nombreux booms immobiliers à Hong Kong se sont par exemple accompagnés de remarquables augmentations de salaires. Il s'agit d'ailleurs peut-être là de la raison pour laquelle les booms précédents n'ont pas réussi à faire naître une vraie fracture politique au sein de la société.

La baisse de l'accessibilité des logements force de nombreux acheteurs potentiels à rester plus longtemps sur le marché de la location, ce qui entraîne alors une augmentation des prix des loyers. De nombreux citoyens doivent par conséquent ajuster leur qualité de vie à la baisse pour pouvoir satisfaire leur besoin de logement. Le boom de l'immobilier a en réalité provoqué la prolifération de logements insalubres comme les « appartements subdivisés », appartements compartimentés en deux unités ou plus, souvent équipées de toilettes indépendantes et d'un coin cuisine. Paradoxalement, les habitants de ces logements insalubres ne sont pas nécessairement les plus démunis, qui eux ont peut-être pu accéder à un appartement subventionné par l'État (logement social). Un récent rapport du gouvernement montre que les appartements subdivisés hébergent actuellement environ 5 000 citoyens qui se déclarent responsables, administrateurs ou professionnels (Département du recensement et des statistiques 2018). Les résultats de ce rapport indiquent que le revenu ne peut suffire à mesurer avec précision le niveau de richesse d'un individu. Nombre de Hongkongais sont devenus « riches par le revenu, pauvres par les actifs ».

Facteurs mondiaux et régionaux

L'inexorable augmentation des prix des logements en propriété à Hong Kong est due à la fois à des facteurs internationaux et des facteurs régionaux.

Les prix des actifs sont influencés par la politique et l'offre monétaires (Eickmeier et Hofmann 2013). Le boom immobilier mondial avant 2008 a principalement été causé par la dérégulation et les prêts hypothécaires à risque, engendrant la grande récession qui a frappé de plein fouet toutes les grandes économies. Pour faire face à la crise économique, les banques centrales de pays comme les États-Unis, l'Angleterre, l'Union européenne ou le Japon ont eu recours à un outil de politique monétaire controversé, l'assouplissement quantitatif (*quantitative easing* ou QE), pour stimuler le marché (Coën, LeFebvre et Simon 2018 ; Weale et Wieladek 2016 ; Rahal 2016). L'assouplissement quantitatif exige que les banques centrales achètent une grande quantité d'obligations d'État et d'actifs financiers cibles pour augmenter les liquidités et stimuler les économies. L'augmentation de l'offre monétaire encourage les dépenses et les investissements. La plupart des capitaux d'investissement sont passés par les marchés immobiliers et boursiers. Rahal (2016) a montré que l'investissement résidentiel répond fortement à la nouvelle politique monétaire. Huston et Spencer (2018) ont en outre suggéré que l'explosion de l'offre monétaire résultant de l'assouplissement quantitatif a nourri les bulles spéculatives. Weale et Wieladek (2016) ont montré que les achats à grande échelle d'actifs ont placé les prix de ces actifs à un niveau risqué.

L'assouplissement quantitatif effectué par les États-Unis a rapidement alimenté le boom immobilier à Hong Kong, en partie car la monnaie de Hong Kong est arrimée au dollar américain par un taux fixe. Comme le dollar américain est resté faible, les actifs de la petite économie ouverte ont alors paru plus attractifs pour les investisseurs en comparaison des actifs d'autres pays de la région. Il y a également eu coïncidence temporelle avec l'assouplissement des politiques touristiques et migratoires de Hong Kong destinées aux Chinois continentaux qui ont commencé à chercher à l'étranger de nouvelles opportunités d'investissement grâce à l'appréciation du *renminbi* (RMB). Hong Kong joue en réalité un rôle unique et crucial dans l'internationalisation du RMB (Leung 2011 ; Eichengreen et Lombardi 2017). En 2004, Hong Kong est devenue le premier marché au monde à conduire des opérations extraterritoriales en RMB, et des règlements en RMB de transactions transfrontalières dans une zone pilote étendue à 20 provinces en 2010 (Wang 2017). Hong Kong est depuis longtemps le plus grand marché offshore de RMB dans le monde. Comme il est précisé par Germain et Schwartz (2017), 80 % des activités de crédit en RMB dans le monde ont lieu entre des entités chinoises et hongkongaises. L'internationalisation du RMB s'est fortement appuyée sur Hong Kong, entraînant un immense afflux de capitaux dans la ville, ce qui a sans surprise stimulé son marché immobilier. Des facteurs internationaux et régionaux ont ainsi participé à créer l'un des booms immobiliers les plus durables à Hong Kong.

Les réponses du gouvernement et leurs limites

Les flux et échanges transfrontaliers dépendent de la création de liquidité qui est le résultat d'un ensemble complexe de régulations et d'institutions. C'est pour cette raison qu'un gouvernement a un important rôle à jouer. Dans le cas de Hong Kong, le gouvernement affirme adhérer au principe du laissez-faire depuis la période coloniale⁽⁷⁾, s'aménageant ainsi une marge de manœuvre pour justifier son inaction économique (Goodstadt 2005). La ville a en outre connu une longue période de récession du marché de l'immobilier (1997-2003). C'est pour cette raison que, face au boom immobilier qui dure depuis le milieu des années 2000, le gouvernement de Hong Kong s'est montré réticent – tout du moins au départ – à contenir la hausse des prix des logements, soutenant qu'il n'était pas souhaitable d'intervenir sur

le marché de l'immobilier. Toutefois, la flambée des prix d'achat a couvé un mécontentement de l'opinion publique. En 2010, le gouvernement de Hong Kong a commencé à appliquer des droits sur certaines transactions immobilières. Malgré ces mesures tardives, les prix des logements et des loyers ont continué de battre des records.

Les travaux existants montrent qu'à Hong Kong les prix des logements influencent la satisfaction de la population et sa confiance dans le gouvernement, et peut-être y a-t-il une bonne raison à cela. Depuis 1997, le gouvernement de Hong Kong s'appuie sur le soutien politique d'une petite coalition composée d'élites du monde des affaires dont les fers de lance sont les promoteurs immobiliers⁽⁸⁾. Bueno de Mesquita et Smith (2011) font remarquer que les régimes qui dépendent d'une petite « coalition gagnante » fournissent en général moins de biens publics. Dans le cas de Hong Kong, Ma (2016) montre que les membres des circonscriptions fonctionnelles du Conseil législatif qui représentent les intérêts de leurs secteurs, ont fait du lobbying pour obtenir des politiques favorables à leur égard et davantage de ressources de l'État. Il n'est donc pas surprenant que nombre de Hongkongais soupçonnent le gouvernement et les promoteurs immobiliers de collusion. De la même manière, nombreux sont ceux qui ne peuvent croire que le gouvernement s'attache réellement à contenir la hausse des prix des logements, puisqu'agir ainsi reviendrait à saper les intérêts de l'élite du secteur immobilier.

Le niveau de défiance vis-à-vis du gouvernement varie d'individu en individu. Wong, Zheng et Wan (2016, 2017) montrent que des prix élevés dans l'immobilier (Centa-City Index, CCI) augmentent la confiance politique de l'opinion mais détériorent la cote du chef de l'exécutif. Ils suggèrent cependant que les prix des logements ont des effets hétérogènes sur les individus. En utilisant un modèle âge-période-cohorte, ils mettent en évidence que les prix élevés des logements nuisent à la satisfaction des jeunes (moins de 25 ans) à l'égard du gouvernement. Une autre étude montre que la croissance économique et l'augmentation des prix de l'immobilier rendent les gens plus heureux, mais que cet effet n'est significatif que parmi la population d'âge moyen ou âgée (Chiu et Wong 2017). Castro Campos *et al.* (2016) montrent que seulement 18 % des étudiants se sentent en confiance et prêts à acheter des logements privés de grande qualité à l'avenir. Leurs résultats indiquent que la hausse des prix des actifs a largement dépassé les rendements de l'éducation et du capital humain, si bien que même les jeunes éduqués qui seront probablement des travailleurs à salaire élevé se sentent pessimistes quant à leur propre avenir financier. En effet, Wong (2015a) affirme que la plupart des diplômés universitaires ne sont pas suffisamment riches pour devenir propriétaires, alors que leur salaire ne leur permet pas de solliciter un logement social. Ils sont pris en tenaille entre la hausse des prix des actifs et la baisse du rendement de l'éducation, ce qui favorise leur radicalisation politique. C'est pourquoi de nombreuses manifestations organisées sur cette période avaient pour mot d'ordre le rejet de cette supposée « hégémonie de l'immobilier ».

Comme il a été exposé, l'inexorable augmentation des prix des actifs est associée à d'importantes conséquences sur le plan de la redistribution des richesses ; les détenteurs d'actifs continuent d'en tirer profit, alors que ceux qui ne disposent d'aucun actif se retrouvent relégués toujours plus loin en regard de la distribution des richesses.

7. Certains soutiennent que l'État a en substance sciemment planifié un modèle de croissance fondé sur la finance (Ip 2017) qui a engendré une économie basée sur le foncier (Wong 2015a).

8. Wong (2012) montre de façon empirique que de nombreuses entreprises cotées à la bourse de Hong Kong (Hong Kong Stock Exchange) ont à leur tête des directeurs ou des actionnaires majoritaires qui siègent au Comité électoral, une institution de cooptation façonnée par Pékin.

Hypothèses

Nous partons de l'hypothèse que la détention d'actifs est un facteur important qui détermine la préférence politique d'un individu à Hong Kong. Puisque les propriétaires immobiliers jouissent d'un actif d'une certaine valeur, ils préféreraient les partis politiques qui préservent le statu quo et s'opposeraient aux mouvements qui le remettent en question. Les partis localistes sont connus, en bien ou en mal, pour leurs stratégies et idéologies politiques radicales, comme l'indépendance ou l'auto-détermination, deux idées à même de provoquer une répression sévère de la part du gouvernement qui menacent donc la stabilité politique. Les premières hypothèses de notre étude sont les suivantes :

H1. Les propriétaires immobiliers ont moins tendance à préférer le camp localiste que les non-propriétaires.

H2. Les propriétaires immobiliers ont plus tendance à préférer le camp pro-gouvernement que les non-propriétaires.

H3. La probabilité qu'un propriétaire immobilier vote pour le camp localiste est significativement inférieure à la probabilité de voter pour le camp pro-gouvernement.

H4. Le revenu n'est pas un indicateur significatif de l'identification politique.

H5. Le revenu n'est pas un indicateur significatif de la prise de décision électorale.

Les deux premières hypothèses concernent l'identification politique tandis que les dernières se rapportent au vote. Ces deux concepts ne sont pas exactement identiques, ce pour deux raisons. Premièrement, l'identification politique mesure l'affinité d'un individu envers un parti ou un camp politique. Il est possible de préférer plus d'un parti, particulièrement lorsque l'identification partisane est faible comme c'est le cas à Hong Kong. Néanmoins, voter implique souvent de choisir une option parmi plusieurs similaires.

Le choix lors du vote peut se compliquer encore avec la question du vote stratégique ; un électeur ne choisit pas nécessairement le parti qui incarne son « idéal ». Le vote stratégique est important à Hong Kong car les élections du Conseil de district suivent la formule électorale des circonscriptions uninominales. Bien que l'élection directe du Conseil législatif adopte la représentation proportionnelle (RP), Carey (2017) montre que la représentation proportionnelle spécifique à Hong Kong (elle obéit au système de Hare selon la formule de répartition au plus fort reste) engendre une grande fragmentation des listes des partis. En de telles circonstances, les électeurs sont incités à voter stratégiquement pour éviter que le parti ou le camp qu'ils apprécient le moins ne soit élu. Pendant les élections du Conseil législatif en 2016, des activistes pro-démocratie ont organisé une campagne de coordination du vote à grande échelle, connue sous le nom de « *Thunder Go* », dans l'espoir de maximiser les résultats du camp de l'opposition dans son ensemble.

Il est important d'étudier la prise de décision électorale car son issue détermine les pouvoirs relatifs des différents camps politiques. Cela ne signifie pas pour autant que la mesure de l'identification politique est immatérielle. Elle peut être le reflet des préférences politiques authentiques d'un individu, indépendamment des considérations électorales. Un sympathisant localiste peut ainsi ne pas voter pour le camp localiste, simplement parce que les chances pour ce dernier d'être élu sont minces. Cependant, si de plus en plus de citoyens adhèrent aux idées localistes, ce camp pourrait finir par dépasser le point critique qui l'éloigne du choix des électeurs lors d'un vote stratégique. C'est pour cette raison que nous examinons séparément l'iden-

Tableau 1 – Statistiques générales

Variable	Obs	Moy	Écart type	Min	Max
AimePanDémo	1 677	5,00	2,40	0	10
AimeProGouv	1 689	3,70	2,80	0	10
AimeLocal	1 660	4,54	2,66	0	10
VotePanDémo	1 776	0,25	0,43	0	1
VoteProGouv	1 776	0,22	0,41	0	1
VoteLocal	1 776	0,19	0,40	0	1
Propriétaire	1 776	0,41	0,49	0	1
Jeune25	1 776	0,16	0,37	0	1
Jeune30	1 776	0,31	0,46	0	1
Revenu	1 776	4,43	1,75	1	8
Femme	1 776	0,56	0,50	0	1
Marié(e)	1 776	0,46	0,50	0	1
Éducation	1 776	7,60	2,78	1	11
NaissanceHK	1 776	0,90	0,30	0	1

Note : Pour faciliter l'interprétation, nous divisons la variable catégorielle Vote en trois variables muettes : VotePanDémo, VoteProGouv et VoteLocal.

tification politique et prise de décision électorale dans l'analyse empirique qui suit.

Comme il a été exposé, des facteurs économiques mondiaux et régionaux affectent les inégalités de richesse à Hong Kong à travers les prix des actifs. La ligne de fracture politique qui en résulte ne se situe pas entre les groupes à forts ou faibles revenus, mais plutôt entre individus détenteurs d'actifs et ceux qui en sont dépourvus. Il n'est en fait plus rare de trouver des salariés qui sont « riches par le revenu, pauvres par les actifs ». Nous estimons donc que le revenu n'est pas un indicateur significatif de l'identification politique et de la prise de décision lors du vote (H4 et H5).

Données et opérationnalisation

Nous testons nos hypothèses en utilisant les données issues d'un sondage post-élection réalisé immédiatement après l'élection du Conseil législatif en 2016. Le sondage, qui fait partie d'un projet plus large d'étude électorale, Hong Kong Election Study (HKES), a été mis en œuvre par YouGov auprès de son panel en ligne. Le sondage post-élection a réinterrogé 4 148 personnes qui avaient déjà répondu à un sondage pré-élection, et a conservé les réponses de 1 776 d'entre eux (42,8 %).

Nous nous concentrons sur le sondage post-élection car les votants peuvent ne pas révéler leur choix final dans un sondage pré-élection, et ce pour au moins deux raisons. Tout d'abord, ils peuvent stratégiquement manipuler leurs réponses pour influencer le résultat du sondage⁹. Deuxièmement, ils peuvent également ne pas savoir pour qui ils vont voter, leur décision finale dépendant des résultats des derniers sondages électoraux¹⁰.

Nous nous intéressons aux variables dépendantes de l'identification politique et de la prise de décision électorale. La première est évaluée par la

9. « 票站調查配票選民答相反意向 » (*Piaozhan diaocha you peipiao, xuanmin da xiangfan yixiang*). Des votants inquiets du vote tactique mené par le camp pro-gouvernemental dissimulent leurs préférences lors d'un sondage de sortie des urnes, *Ming Pao Daily*, 23 novembre 2015, https://news.mingpao.com/pns/dailynews/web_tc/article/20151123/s00001/1448218650384 (consulté le 27 février 2018).

10. C'est également la démarche de la campagne de coordination des votes « *Thunder Go* » qui a demandé aux votants d'attendre les résultats de leur dernier sondage, parus le soir même de l'élection, avant le déplacement vers les bureaux de vote.

Tableau 2 – Corrélats de l'identification politique

Variable dépendante	(1) Préférence pan-démocrate	(2) Préférence pro-gouvernement	(3) Préférence localiste	(4) Préférence pan-démocrate	(5) Préférence pro-gouvernement	(6) Préférence localiste
Définition de Jeunes :	Jeunes <= 25			Jeunes <= 30		
Propriétaire	-0,101 (0,212)	0,457* (0,251)	-0,681*** (0,233)	-0,092 (0,214)	0,430* (0,254)	-0,635*** (0,235)
Revenu	0,002 (0,063)	-0,029 (0,071)	0,073 (0,068)	0,001 (0,063)	-0,024 (0,071)	0,067 (0,068)
Jeunes	-0,092 (0,199)	-0,729*** (0,235)	0,764*** (0,222)	0,014 (0,181)	-0,614*** (0,222)	0,777*** (0,206)
Femme	-0,324 (0,209)	-0,443* (0,230)	-0,012 (0,227)	-0,325 (0,209)	-0,436* (0,229)	-0,019 (0,227)
Marié(e)	-0,531*** (0,203)	1,026*** (0,244)	-0,352 (0,241)	-0,506** (0,208)	0,984*** (0,252)	-0,266 (0,246)
Éducation	0,017 (0,041)	-0,037 (0,046)	0,054 (0,046)	0,016 (0,042)	-0,032 (0,046)	0,046 (0,046)
NaissanceHK	0,664* (0,371)	-0,606* (0,364)	0,010 (0,338)	0,669* (0,371)	-0,612* (0,365)	0,020 (0,340)
Constante	4 744*** (0,519)	4 466*** (0,528)	3 868*** (0,507)	4 717*** (0,520)	4 483*** (0,530)	3 810*** (0,508)
Nombre d'observations	1 677	1 689	1 660	1 677	1 689	1 660
R ²	0,02	0,08	0,04	0,02	0,08	0,05

Notes : Préférence pan-démocrate, Préférence pro-gouvernement et Préférence localiste font référence aux variables AimePanDém, AimeProGouv et AimeLocal respectivement. Les estimations sont faites selon la méthode des moindres carrés ordinaires. Les écarts types sont entre parenthèses. * $p < 0.1$, ** $p < 0.05$, *** $p < 0.01$.

question : « À quel point appréciez-vous le camp suivant : pan-démocrate, pro-gouvernement et localiste ». Pour chaque camp, les sondés ont dû indiquer leur réponse sur une échelle allant de 1 à 10, 1 pour « aime le moins », et 10 pour « aime beaucoup ». Nous construisons trois variables pour représenter l'évaluation des camps politiques parmi les répondants : **AimePanDém**, **AimeProGouv** et **AimeLocal**.

Le sondage comporte une question qui demande aux répondants d'indiquer leur vote. Nous classifions leurs réponses en fonction des trois camps politiques dominants : pro-gouvernement, pan-démocrate et localiste. Pour une classification détaillée, voir les annexes. Nous définissons une variable catégorielle, **Vote**, pour désigner les choix de vote des répondants et pour laquelle nous attribuons la valeur « 1 » pour le vote localiste, la valeur « 2 » pour le vote pan-démocrate et la valeur « 3 » pour le vote pro-gouvernement.

La variable indépendante clé est la propriété d'un logement, se définissant d'après la question : « Possédez-vous, entièrement ou partiellement, une propriété à Hong Kong ? ». La valeur « 1 » est attribuée à la variable muette **Propriété** si le sondé répond « oui », « 0 » dans le cas de la réponse « non ». Une autre variable indépendante d'intérêt est **Revenu**. Le sondage demande aux répondants d'indiquer le revenu de leur ménage en choisissant parmi huit groupes ⁽¹¹⁾.

Pour réduire le biais lié à l'omission d'une variable, nous contrôlons diverses variables démographiques susceptibles d'être corrélées au résultat d'intérêt et/ou à la variable d'intérêt. En particulier, les jeunes hongkongais sont pris en étau entre l'augmentation des prix des actifs et la diminution du rendement de l'éducation. Leur insatisfaction vis-à-vis du statu quo est vraisemblablement élevée, étant donné qu'ils ne sont vraisemblablement pas propriétaires. Nous introduisons donc une variable de contrôle pour la jeunesse (**Jeunes**) pour chaque modalité ⁽¹²⁾. Les autres variables de contrôle sont **Femme**, **Marié(e)**,

Éducation, et le fait d'être né à Hong Kong ou non (**NaissanceHK**). Le tableau 1 montre les statistiques sommaires de toutes les variables.

Résultats

Nous examinons premièrement l'effet de la propriété sur l'identification politique. Dans le tableau 2, nous rapportons les résultats de la régression MCO sur l'identification politique ⁽¹³⁾. Les résultats sont similaires. Tout d'abord, considérons le camp localiste. Les propriétaires de logements ont moins tendance à soutenir le camp localiste que les personnes qui n'ont aucune propriété ⁽¹⁴⁾. Au contraire, les propriétaires ont une affinité plus forte pour le camp pro-gouvernement ⁽¹⁵⁾.

Qu'en est-il de l'affinité pour le camp de l'opposition traditionnelle (les pan-démocrates) ? Les résultats montrent que les propriétaires de logement n'ont pas de préférence évidente pour les pan-démocrates ⁽¹⁶⁾. Pris collecti-

11. Les huit groupes sont (1) 9 999 HKD ou moins ; (2) 10 000 – 19 999 HKD ; (3) 20 000 – 29 999 HKD ; (4) 30 000 – 39 999 HKD ; (5) 40 000 – 49 999 HKD ; (6) 50 000 – 59 999 HKD ; (7) 60 000 – 79 999 HKD ; (8) 80 000 HKD ou plus.

12. Pour assurer que les résultats empiriques soient robustes vis-à-vis du seuil d'âge pour les jeunes, nous définissons une variable muette **Jeune25** à laquelle nous attribuons la valeur « 1 » si le répondant est âgé de 25 ans ou moins ou « 0 » autrement, nous utilisons également une autre variable muette **Jeune30** à laquelle nous attribuons la valeur « 1 » si le répondant est âgé de 30 ans ou « 0 » autrement.

13. Une variable muette **Jeune25** est incluse dans les modalités (1) à (3) ; et un seuil différent **Jeune30** est utilisé dans les modalités (4) à (6).

14. La variable d'intérêt, **Propriété**, a un signe négatif pour **AimeLocal**, comme il peut être observé dans les modalités (3) et (6).

15. Le coefficient de corrélation de la variable **Propriété** est positif et significatif dans les modalités (2) et (5).

16. Les modalités (1) et (4) montrent que la variable d'intérêt **Propriété** n'est pas significativement corrélée à la variable dépendante **AimePanDém**.

Tableau 3 – Corrélats de la prise de décision électorale

Définition de Jeunes :	(1) Jeunes <= 25		(2) Jeunes <= 30	
	Localiste	Pan-démocrate	Localiste	Pan-démocrate
Propriétaire	-0,710*** (0,261)	-0,555** (0,246)	-0,612** (0,264)	-0,554** (0,249)
Revenu	0,146** (0,067)	0,050 (0,073)	0,139** (0,066)	0,052 (0,072)
Jeunes	1,297*** (0,258)	-0,173 (0,287)	1,361*** (0,226)	-0,056 (0,254)
Femme	0,450* (0,246)	0,357 (0,226)	0,442* (0,245)	0,355 (0,225)
Marié(e)	-0,630*** (0,235)	-0,837*** (0,262)	-0,465* (0,237)	-0,825*** (0,272)
Éducation	-0,011 (0,048)	-0,029 (0,045)	-0,036 (0,048)	-0,028 (0,046)
NaissanceHK	0,356 (0,401)	0,585 (0,362)	0,371 (0,398)	0,586 (0,362)
Constante	-1,181** (0,564)	0,052 (0,531)	-1,256** (0,556)	0,024 (0,532)
Nombre d'observations	1 173	1 173	1 173	1 173

Notes : Les estimations sont faites selon la méthode de régression logistique multinomiale. La variable dépendante est Vote. Le groupe de référence vote pour le camp pro-gouvernement (Vote=3). Les écarts types sont entre parenthèses. * p<0.1, ** p<0.05, *** p<0.01.

vement, ces résultats confortent les hypothèses 1 et 2 selon lesquelles les propriétaires sont moins enclins à soutenir le camp localiste et plus susceptibles de préférer le camp pro-gouvernement que les non-propriétaires.

Si les propriétaires préfèrent le statu quo, il pourrait être prédit que les individus à revenu élevé ont également un biais similaire pour le statu quo. Ce n'est cependant pas le cas. En cohérence avec l'hypothèse 4, le revenu n'est pas un indicateur important de l'identification politique et n'a pas d'effet significatif sur les préférences politiques des individus⁽¹⁷⁾. Ce résultat n'est pas surprenant étant donné que de nombreux individus à revenu élevé ne parviennent pas à accéder à la propriété. La ligne de fracture politique essentielle réside dans les actifs plutôt que dans les revenus.

De plus, les résultats pour les modalités (3) et (6) montrent que les **Jeunes** préfèrent le camp localiste plus que tout autre groupe d'âge et ont une affinité plus faible pour le camp pro-gouvernement, ce qui indique que le camp localiste est bien plus populaire chez les jeunes adultes que ne l'est le camp pro-gouvernement⁽¹⁸⁾.

En ce qui concerne les autres variables de contrôle, nous ne décrivons que celles dont le coefficient est statistiquement significatif. Les répondants mariés tendent à préférer davantage le camp pro-gouvernement que le camp pan-démocrate. En accord avec les résultats de Wong, Lam et Ma (2016), les répondants nés à Hong Kong privilégient le camp pan-démocrate plutôt que le camp pro-gouvernement.

Le tableau 3 montre les résultats de la régression logistique multinomiale appliquée à la deuxième variable d'intérêt, la prise de décision électorale. Les résultats sont en grande partie similaires aux résultats de l'identification politique⁽¹⁹⁾.

Comme attendu, la variable d'intérêt, **Propriété**, a un signe négatif dans la première colonne des modalités (1) et (2), indiquant que la probabilité

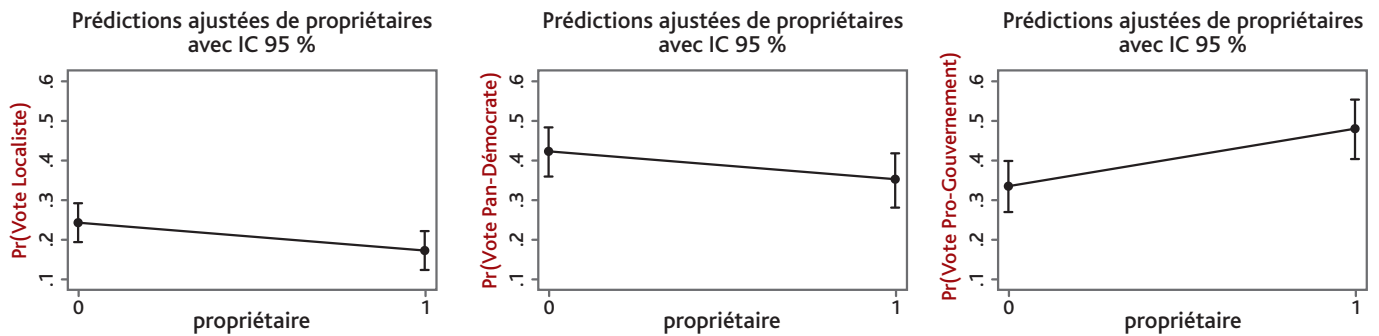
pour un propriétaire de voter pour le camp localiste est significativement inférieure à la probabilité de voter pour le camp pro-gouvernement. De façon intéressante, **Propriété** a également un effet négatif et significatif sur le vote pour le camp de l'opposition traditionnelle, les pan-démocrates, même si **Propriété** n'est pas significativement corrélée à l'affinité pour les pan-démocrates comme le montre le tableau 2. Ce résultat pourrait s'expliquer par le vote stratégique mentionné plus haut. Certains non-propriétaires sympathisants du camp localiste préféreront par exemple voter pour les pan-démocrates, dans l'espoir d'éviter l'élection du camp le moins apprécié, le camp pro-gouvernement. Les résultats du tableau 3 confortent l'hypothèse 3.

Le coefficient de régression de la variable **Revenu** est statistiquement différent de zéro dans les colonnes « localistes ». Ce résultat n'est pas cohérent avec l'hypothèse 5 qui prédit une faible corrélation entre revenu et prise de décision électorale. Il faut cependant noter que le coefficient est positif, indiquant que les individus à revenu élevé sont en effet plus enclins à voter pour le camp localiste que pour le camp pro-gouvernement. Ces résultats suggèrent que, si l'on maintient la variable propriété constante, les personnes à revenu élevé sont plutôt insatisfaites du statu quo. Une explication partielle pourrait être que les personnes à revenu élevé ont des attentes accrues en ce qui concerne leur pouvoir d'achat. Lorsqu'ils éprouvent plus de difficultés à acheter une propriété, le décalage ressenti entre ces difficultés et leur statut social est vraisemblablement plus fort que chez des individus dont le revenu est plus modeste. Ces individus riches par le revenu, pauvres par les actifs forment ainsi un des groupes les plus insatisfaits. En somme, bien que les données ne confortent pas l'hypothèse 5, le coefficient positif et significatif de la variable revenu est cohérent avec notre assertion selon laquelle la propriété est responsable d'un important clivage politique à Hong Kong.

Les coefficients présentés dans le tableau 3 sont les logarithmes des odds ratios. Il serait plus aisé d'interpréter les effets de **Propriété** en convertissant les logarithmes en probabilités. La figure 2 montre comment **Propriété** influence la probabilité théorique de voter pour les différents camps politiques. Les deux graphiques à gauche de la figure 2 indiquent que la probabilité pour que les propriétaires votent pour l'opposition, qu'elle soit localiste ou non, est généralement plus faible que pour les non-propriétaires. Au contraire, la probabilité pour que ces premiers votent pour le camp pro-gouvernement est nettement plus élevée que pour ces derniers.

Dans le cas des autres variables de contrôle, **Jeunes** est positivement et significativement corrélée au vote pour le camp localiste pour les deux modalités (1) et (2), ce qui suggère que la probabilité pour que les jeunes votent pour les localistes est significativement plus élevée que la probabilité de

17. Le coefficient sur **Revenu** n'est statistiquement pas différent de zéro quelle que soit la modalité prise en compte.
18. La variable **Jeunes**, que le seuil soit fixé à 25 ou 30 ans, est positivement et significativement corrélée à **AimeLocal** pour les modalités (3) et (6). **Jeunes** est négativement et significativement corrélée à **AimeProGouv**.
19. La différence entre les modalités (1) et (2) tient au fait que la première se base sur le seuil de 25 ans pour la variable **Jeunes**, et la deuxième sur le seuil de 30 ans. Pour ces deux modalités, le groupe de référence est le vote pro-gouvernement (**Vote=3**). Les coefficients de la première colonne de chaque modalité sont les logarithmes de l'odds ratio de voter localiste versus voter pro-gouvernement, ceux de la deuxième colonne sont les logarithmes de l'odds ratio de voter pan-démocrate versus voter pro-gouvernement.

Figure 2 – Probabilités théoriques par vote en fonction de la propriété de logement

Source : Calculs des auteurs basés sur les données du HKES.

voter pour le camp pro-gouvernement. Les électrices et les votants aux revenus les plus élevés ont une probabilité plus forte de voter pour le camp localiste, alors que les répondants mariés ont moins tendance à voter pour le camp localiste et pour les pan-démocrates.

Conclusion

Les partis localistes représentent une force politique émergente au sein du paysage politique hongkongais. Dans cet article, nous présentons une explication politico-économique de la popularité croissante du localisme. Notre assertion est que des facteurs économiques d'échelles mondiale et régionale induisent une hausse importante des prix des actifs immobiliers à Hong Kong depuis le milieu des années 2000, avec de lourdes conséquences sur la redistribution des richesses. Les détenteurs d'actifs bénéficient énormément de cette hausse des prix tandis que ceux qui ne possèdent aucun actif ont beaucoup à perdre. Les premiers défendent un statu quo socio-économique qui provoque chez les derniers un sentiment de frustration et de désespoir. La divergence de leurs situations économiques se traduit alors par une divergence dans les préférences politiques. Alors que les propriétaires soutiennent les partis qui maintiennent le statu quo, les non-propriétaires se tournent vers ceux qui tentent de le subvertir.

Nous testons notre hypothèse au moyen de données recueillies par un sondage d'opinion réalisé à l'issue d'élections. En accord avec nos hypothèses, les données montrent que les propriétaires de logements n'apprécient pas les partis localistes et tendent à voter pour les partis pro-gouvernement. Ces résultats sont robustes lorsque nous utilisons des variables de contrôle comme le revenu ou l'éducation et différentes variables muettes pour les jeunes votants.

Picketty (2014) fait observer que les inégalités de richesse au 21^{ème} siècle sont principalement provoquées par le gain en capital, immobilier ou bour-

sier, et non par les revenus du travail. Ceci est encore plus prononcé dans des pays où les taux d'impositions et les dépenses gouvernementales pour les biens publics et la redistribution sont faibles (Albertus et Menaldo 2016). Hong Kong est une économie ouverte de petite taille, avec un niveau de taxe bas et une redistribution sociale relativement faible. Il n'est pas surprenant que les inégalités de richesse à Hong Kong figurent parmi les plus hautes du monde. Le développement récent de l'économie mondiale a aggravé la question des inégalités de richesse en tirant vers le haut les prix des actifs.

Vu sous cet angle, l'essor du localisme à Hong Kong n'est pas unique. Les mécanismes économiques sous-jacents sont au contraire généralement comparables à la montée du localisme de droite dans d'autres pays tels que les États-Unis où l'imposition et la redistribution sociale sont faibles. La thèse soutenue dans cet article vient compléter les explications existantes sur la progression du localisme à Hong Kong centrées presque exclusivement sur des facteurs ou des faits propres à Hong Kong.

■ Traduit par Gabriel Benet.

■ Stan Hok-Wui Wong est maître de conférences au Département des sciences sociales appliquées de l'Université polytechnique de Hong Kong.

HJ402, Department of Applied Social Sciences, The Hong Kong Polytechnic University, Hung Hom, Kowloon, Hong Kong (shw.wong@polyu.edu.hk).

■ Kin Man Wan est doctorant au Département gouvernement et administration publique de l'Université chinoise de Hong Kong. Third Floor, T.C. Cheng Building, United College, Shatin, New Territories, Hong Kong (kmwan@link.cuhk.edu.hk).

Article reçu le 13 avril 2018. Accepté le 30 août 2018.

Annexe – Classification des partis politiques/candidats par camps politiques lors des élections 2016 du Conseil législatif

Camp politique	Partis politiques
Pan-démocrate	Democratic Party
Pan-démocrate	Civic Party
Pan-démocrate	Labor Party
Pan-démocrate	League of Social Democrats (LSD)
Pan-démocrate	People Power
Pan-démocrate	Hong Kong Association for Democracy and People's Livelihood (ADPL)
Pan-démocrate	Neighbourhood and Workers' Service Centre
Pan-démocrate	Neo Democrats
Pro-gouvernement	Democratic Alliance for the Betterment and Progress of Hong Kong (DAB)
Pro-gouvernement	Hong Kong Federation of Trade Unions (FTU)
Pro-gouvernement	New People's Party
Pro-gouvernement	Liberal Party
Pro-gouvernement	Business and Professionals Alliance for Hong Kong (BPA)
Localiste	Civic Passion
Localiste	Proletariat Political Institute
Localiste	Youngspiration
Localiste	Demosisto
Localiste	Local Power
Localiste	Democracy Groundwork
Localiste	Pioneer of Victoria Park
Localiste	Hong Kong Localism Power
Localiste	Kowloon East Community
Localiste	Chu Hoi-dick Eddie
Localiste	Wong Sum-yu
Localiste	Chui Chi-kin

Note : La liste exclut les partis politiques ou les candidats interdits d'élections.

Références

ACEMOGLU, Daron, et James A. ROBINSON. 2005. *Economic Origins of Dictatorship and Democracy*. Cambridge : Cambridge University Press.

ALBERTUS, Michael, et Victor MENALDO. 2016. « Capital in the Twenty-First Century—in the Rest of the World ». *Annual Review of Political Science* 19 : 49-66.

ANSELL, Ben. 2014. « The Political Economy of Ownership: Housing Markets and the Welfare State ». *American Political Science Review* 108 (2) : 383-402.

BOIX, Carles. 2003. *Democracy and Redistribution*. New York : Cambridge University Press.

BUENO de MESQUITA, Bruce, et Alastair SMITH. 2011. *The Dictator's Handbook: Why Bad Behavior is Almost Always Good Politics*. New York : Public Affairs.

CAREY, John M. 2017. « Electoral Formula and Fragmentation in Hong Kong ». *Journal of East Asian Studies* 17 (2) : 215-31.

CASTRO CAMPOS, B., et al. 2016. « The Anticipated Housing Pathways to Homeownership of Young People in Hong Kong ». *International Journal of Housing Policy* 16 (2) : 223-42.

DÉPARTEMENT DU RECENSEMENT ET DES STATISTIQUES. 2018. *2016 Population By-census Thematic Report: Persons Living in Subdivided Units*. Hong Kong : Gouvernement de la RAS de Hong Kong.

CHAN, Chi-kit. 2017. « Discursive Opportunity Structures in Post-handover Hong Kong Localism: The China Factor and Beyond ». *Chinese Journal of Communication* 10 (4) : 413-32.

CHIU, Stephen Wing-kai, et Kevin Tze-wai WONG. 2017. « Happiness of Hong Kong Youth from 2000 to 2014: Empirical Evidence on the Differential Impact of Socioeconomic Conditions on Youth versus Other Age Groups ». *Journal of Youth Studies* 21 (3) : 253-71.

COEN, Alain, Benoit LEFEBVRE et Arnaud SIMON. 2018. « International Money Supply and Real Estate Risk Premium: The Case of the London Office Market ». *Journal of International Money and Finance* 82 : 120-40.

CONLEY, Dalton, et Brian GIFFORD. 2006. « Home Ownership, Social Insurance, and the Welfare State ». *Sociological Forum* 21 : 55.

DOLING, John, et Richard RONALD. 2010. « Home Ownership and Asset-Based Welfare ». *Journal of Housing and the Built Environment* 25 (2) : 165-73.

EICHENGREEN, Barry, et Domenico LOMBARDI. 2017. « RMBI or RMBR? Is the Renminbi Destined to Become a Global or Regional Currency? ». *Asian Economic Papers* 16 (1) : 35-59.

EICKMEIER, Sandra, et Boris HOFMANN. 2013. « Monetary Policy, Housing Booms, and Financial (Im) Balances ». *Macroeconomic Dynamics* 17 (4) : 830-60.

GERMAIN, Randall, et Herman Mark SCHWARTZ. 2017. « The Political Economy of Currency Internationalisation: The Case of the RMB ». *Review of International Studies* 43 (4) : 765-87.

- GOODSTADT, Leo F. 2005. *Uneasy Partners: The Conflict between Public Interest and Private Profit in Hong Kong*. Hong Kong : Hong Kong University Press.
- HOLIAN, Matthew J. 2011. « Homeownership, Dissatisfaction and Voting ». *Journal of Housing Economics* 20 (4) : 267-75.
- HUSTON, John H., et Roger W. SPENCER. 2018. « Quantitative Easing and Asset Bubbles ». *Applied Economics Letters* 25 (6) : 369-74.
- IP, Lam-chong. 2015. « Politics of Belonging: A Study of the Campaign Against Mainland Visitors in Hong Kong ». *Inter-Asia Cultural Studies* 16 (3) : 410-21.
- IP, Lam-chong. 2017. « State, Class and Capital: Gentrification and New Urban Developmentalism in Hong Kong ». *Critical Sociology* 44 (3) : 547-62.
- KAEDING, Malte Philipp. 2017. « The Rise of "Localism" in Hong Kong ». *Journal of Democracy* 28 (1) : 157-71.
- KU, Agnes Shuk-mei. 2012. « Remaking Places and Fashioning an Opposition Discourse: Struggle over the Star Ferry Pier and the Queen's Pier in Hong Kong ». *Environment and Planning D: Society and Space* 30 (1) : 5-22.
- LEE, Francis Lap-fung. 2017. « Internet Alternative Media, Movement Experience, and Radicalism: the Case of post-Umbrella Movement Hong Kong ». *Social Movement Studies* 17 (2) : 219-33.
- LEE, Siu-Yau, et Yim-fong YU. 2012. « Homeownership and Political Legitimacy: A Case Study of Hong Kong and Singapore ». *Politics* 32 (1) : 52-64.
- CONSEIL LÉGISLATIF. 2012. Panel on Health Services: Latest arrangement for non-local pregnant women giving birth in Hong Kong. LC Paper No. CB(2)1863/11-12(01). <http://www.legco.gov.hk/yr11-12/english/panels/hs/papers/hs0507cb2-1863-1-e.pdf> (consulté le 27 février 2018).
- LEUNG, Man-kwong. 2011. « Hong Kong et l'internationalisation du RMB ». *Perspectives chinoises* 2011 (3) : 72-83.
- LEVITSKY, Steven, et Daniel ZIBLATT. 2018. *How Democracies Die: What History Reveals About Our Future*. London : Viking.
- LEWIS-BECK, Michael S., Richard NADEAU et Martial FOUCAULT. 2013. « The Compleat Economic Voter: New Theory and British Evidence ». *British Journal of Political Science* 43 (2) : 241-61.
- MA, Ngok. 2011. « Hong Kong's Democrats Divide ». *Journal of Democracy* 22 (1) : 54-67.
- MA, Ngok. 2015. « The Rise of 'Anti-China' Sentiments in Hong Kong and the 2012 Legislative Council Election ». *China Review* 15 (1) : 39-66.
- MA, Ngok. 2016. « The Making of a Corporatist State in Hong Kong: The Road to Sectoral Intervention ». *Journal of Contemporary Asia* 46 (2) : 247-66.
- MA, Ngok. 2017. « L'influence du facteur Chine dans les élections hongkongaises de 1991 à 2016 ». *Perspectives chinoises* 2017 (3) : 19-30.
- NADEAU, Richard, Martial FOUCAULT et Michael S. LEWIS-BECK. 2010. « Patrimonial Economic Voting: Legislative Elections in France ». *West European Politics* 33 (6) : 1261-77.
- NADEAU, Richard, Martial FOUCAULT et Michael S. LEWIS-BECK. 2011. « Assets and Risk: A Neglected Dimension of Economic Voting ». *French Politics* 9 (2) : 97-119.
- PAGE, Benjamin I, Larry M BARTELS et Jason SEAWRIGHT. 2013. « Democracy and the Policy Preferences of Wealthy Americans ». *Perspectives on Politics* 11 (1) : 51-73.
- PERSSON, Mikael, et Johan MARTINSSON. 2016. « Patrimonial Economic Voting and Asset Value—New Evidence from Taxation Register Data ». *British Journal of Political Science* 48 (3) : 825-42.
- PIKETTY, Thomas. 2014. *Capital in the Twenty-First Century*. Cambridge, MA : Harvard University Press.
- RAHAL, Charles. 2016. « Housing Markets and Unconventional Monetary Policy ». *Journal of Housing Economics* 32 : 67-80.
- DÉPARTEMENT DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE. 2017. *Hong Kong Property Review*. Hong Kong : Gouvernement de la RAS de Hong Kong.
- SO, Alvin Y. 2017. « A New Wave of Anti-Mainland Protests in Hong Kong since 2012: Characteristics, Socio-Political Origins, and Political Implications ». *Asian Education and Development Studies* 6 (4) : 1-11.
- STEINHARDT, Christoph H., Linda Chelan LI et Yihong JIANG. 2017. « The Identity Shift in Hong Kong since 1997: Measurement and Explanation ». *Journal of Contemporary China* 27 (110) : 261-76.
- STUBAGER, Rune, Michael S. LEWIS-BECK et Richard NADEAU. 2013. « Reaching for Profit in the Welfare State: Patrimonial Economic Voting in Denmark ». *Electoral Studies* 32 (3) : 438-44.
- TANG, Gary, et Raymond Hau-yin YUEN. 2016. « Hong Kong as the 'Neoliberal Exception' of China: Transformation of Hong Kong Citizenship Before and After the Transfer of Sovereignty ». *Journal of Chinese Political Science* 21 (4) : 469-84.
- VEG, Sebastian. 2017. « The Rise of "Localism" and Civic Identity in Post-handover Hong Kong: Questioning the Chinese Nation-State ». *The China Quarterly* 230 : 323-47.
- VERBERG, Norine. 2000. « Homeownership and Politics: Testing the Political Incorporation Thesis ». *Canadian Journal of Sociology/Cahiers canadiens de sociologie* 25 (2) : 169-95.
- WANG, Zhaohui. 2017. « The Resumption of China's Exchange Rate Reform and the Internationalization of RMB between 2010 and 2013 ». *Journal of Contemporary China* 26 (108) : 852-69.
- WEALE, Martin, et Tomasz WIELADEK. 2016. « What are the Macroeconomic Effects of Asset Purchases? ». *Journal of Monetary Economics* 79 : 81-93.
- WONG, Kevin Tze-wai, Victor ZHENG et Po-san WAN. 2016. « The Impact of Cross-border Integration with Mainland China on Hong Kong's Local Politics: The Individual Visit Scheme as a Double-edged Sword for Political Trust in Hong Kong ». *The China Quarterly* 228 : 1081-104.
- WONG, Kevin Tze-wai, Victor ZHENG et Po-san WAN. 2017. « A Dissatisfied Generation? An Age-Period-Cohort Analysis of the Political Satisfaction of Youth in Hong Kong from 1997 to 2014 ». *Social Indicators Research* 130 (1) : 253-76.
- WONG, Stan Hok-wui, Ngok MA et Wai-man LAM. 2016. « Migrants and Democratization: The Political Economy of Chinese Immigrants in Hong Kong ». *Contemporary Chinese Political Economy and Strategic Relations* 2 (2) : 909-40.
- WONG, Stan Hok-wui, Ngok MA et Wai-man LAM. 2018. « Immigrants as Voters in Electoral Autocracies: The Case of Mainland Chinese Immigrants in Hong Kong ». *Journal of East Asian Studies* 18 (1) : 67-95.
- WONG, Stan Hok-wui. 2012. « Authoritative Co-optation in the Age of Globalization: Evidence from Hong Kong ». *Journal of Contemporary Asia* 42 (2) : 182-209.
- WONG, Stan Hok-wui. 2015a. « Real Estate Elite, Economic Development, and Political Conflicts in Postcolonial Hong Kong ». *China Review* 15 (1) : 1-38.
- WONG, Stan Hok-wui. 2015b. *Electoral Politics in Post-1997: Protest, Patronage, and the Media*. Singapore : Springer.
- YUEN, Samson. 2015. « Hong Kong et l'après-Occuppy Central : un avenir incertain pour le principe "un pays, deux systèmes" ». *Perspectives chinoises* 2015 (1) : 53-58.
- ZAVISCA, Jane R, et Theodore P. GERBER. 2016. « The Socioeconomic, Demographic, and Political Effects of Housing in Comparative Perspective ». *Annual Review of Sociology* 42 : 347-67.